TRAVAILLEURS IMMIGRES EN LUTTE

mensuel de l'Organisation Communiste Révolutionnaire Internationaliste d'Algérie

. 21

N°47

15 janvier - 15 fevrier 1981

MOBILISONS-NOUS contre la repression et la torture en Algerie !

- p. 3 -

»« »«

Vitry et le PCF

UN ACCIDENT? NON !

el asnam :

- deux mois après...

TUNISIE

un semblant d'«ouve -ture», pour mieux tromper les travailleu

POINTS DE VENTE

Librairie du Tiers Mythe : 21 rue Cujas, 5ème.
Kiosque St Michel , Bld St Michel, en bas.
Librairie " La Brêche" : rue de Tunis, métro Nation.
Présence Africaine : 16 rue des Ecoles, 4ème
L'Harmattan : " en face.
Beaux-Arts Monde : 10 rue Gay-Lussac, 6ème.
Scop Imazighen : 11 rue Lesdiguières, Métro Bastille.
Lib " La Goutte d'Or" : 35 rue Stephenson, 18ème.
Lib. "Le temps des cerises" : 16 rue G. Simon, 54000 NANCY
Librairie 33 : rue St James, BORDEAUX
Librairie Quotidienne : 5 rue du Felibre Gaut, 131000 AIX EN PROVENCE
Libriairie 71 : 29 rue Jean Jaurès, 44 NANTES
Librairie Lire : rue Sainte, MARSEILLE.

POUR TOUTE CORRESPONDANCE,
S'ADRESSER A :

T.I.L.
29 rue Descartes
75005 PARIS
(Ne spécifier que RTIL)

CONDITIONS D'ABONNEMENT :

- 48 Fr l'année, en timbres poste,
(24 Fr de mensuel, + 24 Fr de frais d'envoi).
- pour l'étranger : écris-nous?.

NOUS VOUS RAPPELONS QUE NOUS NE POUVONS PAS ACCEPTER LES CHEQUES NI LES MANDATS.

SOMMAIRE

MAGHERB

p 3,4 : Mobilisons-nous contre la répression et la torture en Algérie !
p 5,6,7 : EL ASNAM deux mois après.
p 7,8,9 : TUNISIE : un semblant d'"ouverture",... pour mieux tromper les travailleurs !

INTERNATIONAL

p 10,11 : ITALIE : Les Brigades Rouges contre les tortionnaires des prisons !

FRANCE

p 12,13,14 : Vitry : le racisme et le PCF : un accident ? NON !
p 15 : Bagnolet : à Bagnolet aussi, les travailleurs immigrés font les frais du racisme de la municipalité!

Dernière page : QUI SOMMES-NOUS ?

MAGHREB

Mobilisons-nous contre la torture et la répression en Algérie !

Alors que le régime de Chadli a libéré définitibement Ben Bella, l'ancien président de la république, et amnistié l'ex-colonel Zbiri, invité à rentrer d'exil alors qu'il avait été condamné à mort par contumace par Boumédiène, on pourrait croire qu'il n'y a plus de prisonniers politiques en Algérie.

Après la mort de Boumédiène, un processus "d'ouverture" a été engagé par le gouvernement bourgeois de Chadli. Il a conduit à lever la mesure assignant à la résidence surveillée les notables de "l'opposition libérale" que sont F. Abbas, Ben Khedda, Lahouel et Khiereddine. En essayant de faire table rase des affrontements anciens, le gouvernement bourgeois de Chadli se fixe comme objectif de réaliser un consensus entre toutes les forces bourgeoises. Cette union bourgeoise n'a qu'un seul but, permettre aux capitalistes de faire front commun, pour assurer la perennité de l'ordre social existant, et faire face à une éventuelle montée de la contestation. Les évènements de Tizi Ouzou et la répression qui a suivi montrent ce que signifie en réalité les mesures de "libéralisation" prises par le gouvernement. Il s'agit tout au plus pour Chadli de se concilier les bonnes grâces de quelques prétendus opposants en leur faisant miroiter dans le cadre de ce qui est appelé une "réconciliation nationale", quelques strapontins gouvernementaux.

Mais n'oublions pas : si les 24 camarades qui ont été arrêtés à l'occasion des évènements du printemps dernier ont été libérés, nous ne savons rien du sort des 21 camarades emprisonnés à Oued Amizour et condamnés pour des broutilles à plusieurs années de prison. De la même manière, nous ignorons tout de ceux qui croupissent dons les geôles du régime, dans l'anonymat.

Dernièrement encore, cinq jeunes militaires et civils ont été inculpés de complot contre la sûreté de l'Etat et accusés d'avoir constitué une cellule du Parti Communiste International au sein de l'armée. Leur procès a eu lieu le 27 décembre dernier, et a été expédié en une journée. Les avocats algériens n'ont pu assister au déroulement du procès, et si les avocats français étaient là, ils n'ont pu ni comprendre ni intervenir, la séance se déroulant en arabe selon la décision du président. Le camarade Ben Kallat a quand même pu dénoncer les tortures qu'ils avaient subies, et dire que tous les "aveux" leur avaient été arrachés sous la contrainte ! Ils ont bien sûr été condamnés à de lourdes peines :

- Mohamed BENSSADA a été condamné par défaut à 10 ans de prison
- Rabah BENKALLAT " à 6 ans de prison
- Abdelmalek KENDOUR " à 6 ans de prison
- Sid Ali AKKACHE " à 5 ans de prison
- Mohamed NAAMAN " à 3 ans de prison

Voilà le sort que réserve la bourgeoisie algérienne à ceux dont le seul crime a été d'être trouvés en possession de revues d'extrême-gauche,

.../...

dont un certain nombre étaient même vendues légalement en Algérie.

Voilà comment l'Etat capitaliste réprime cinq de nos camarades, tous issus de l'"Ecole des Cadets de la Révolution", arrêtés depuis le 9 novembre 1978 par la Sécurité Militaire et emprisonnés depuis deux ans sans procès. Ces cadets qui depuis leur jeune âge ont à subir une formation prémilitaire, et la vie de caserne et l'autoritarisme des "petits chefs" de l'armée, qui sont engagés dans l'armée algérienne à vie, sans avoir rien signé, renferment un potentiel de révolte qu'on comprend aisément.

Voilà enfin comment la classe dominante algérienne, ses flics et son armée, craignent les enfants des classes laborieuses qui croient à une société sans classe et à la fin de l'exploitation des travailleurs !

Quoi qu'en dise la presse aux ordres et le gouvernement, ces prisonniers sont des prisonniers politiques, que la Sécurité Militaire a torturé comme aux plus beaux jours des tortionnaires parachutistes pendant la guerre de libération ! Nous devons tous nous mobiliser :

Contre la répression bourgeoise !
Contre la torture employée par la SM !
Contre les emprisonnements pour "délits d'opinion" !

Ces camarades sont les nôtres, car ils luttent à nos côtés pour une société communiste et la fin de la domination d'une classe par une autre. Nous devons nous organiser d'abord pour arracher de meilleures conditions de détention pour nos camarades emprisonnés, mais aussi pour leur libération, et pour préparer une riposte de classe contre la répression de la bourgeoisie !

EL ASNAM

Deux mois après

Deux mois après le tremblement de terre qui a ravagé la région d'El Asnam, la situation des populations sinistrées reste, contrairement à ce que prétend le régime, des plus alarmantes.

- Une situation catastrophique.

En théorie, l'aide aux populations sinistrées devait se décomposer en deux phases. La première consistant à assurer un abri provisoire aux familles. La seconde à construire et mettre en place des logements préfabriqués.

Selon la presse officielle, la première phase serait pratiquement terminée. En réalité, si l'armée a installé une dizaine de milliers de tentes à El Asnam, il en faudrait encore vingt mille autres au minimum. Les deux tiers de la population vivent dans des gourbis construits par les habitants eux-mêmes. La ville donne un spectacle hallucinant. Les habitants qui n'ont pas eu le "privilège" d'avoir une tente minuscule à la toile perméable pour six à huit personnes, ont bricolé aux portes de leur ancienne maison des baraques faites de tous les matériaux possibles et inimaginables.

Il va sans dire que l'étanchéité dans ces bidonvilles est déplorable. C'est à peine si l'on ne meurt pas de froid, surtout que l'hiver est dur dans la région. Il pleut et il neige fréquemment.

Et encore, la situation à El Asnam même est bien meilleure que dans la campagne alentour, où les habitants n'ont pratiquement bénéficié d'aucun secours. Le ravitaillement des populations est plus qu'insuffisant. Des villages entiers sont oubliés. Des camions de l'armée ont à plusieurs reprises été pris d'assaut par des villages affamés. A El Asnam même, les bagarres pour le pain sont fréquentes. De plus, les habitants sont souvent obligés de faire plusieurs kilomètres à pied pour aller aux points de ravitaillement.

Le tremblement de terre a fait quarante mille blessés approximativement. Quand on connait la situation sanitaire habituelle en Algérie, on ne peut être que très sceptique à la lecture des bilans triomphalistes que publie régulièrement la presse du régime à ce sujet. Manque de logements ou logements insalubres, ravitaillement insuffisant, manque de soins, en un mot le sort des populations sinistrées est peu enviable.

- Détournement de l'aide étrangère par la bourgeoisie.

Aujourd'hui, des dizaines de tonnes de matériel de secours reçues par l'Etat pour "aider" les familles d'El Asnam, sont encore stockées à Alger et ailleurs. On peut d'ailleurs voir sur l'emplacement de la foire d'Alger des hangars pleins jusqu'au plafond de produits destinés aux sinistrés,

.../...

sur lesquels veillent des militaires armés jusqu'aux dents. Alors qu'à El Asnam il manque des couvertures,-beaucoup de familles disposent tout au plus de trois couvertures pour dix individus -, beaucoup ont pu être détournées et revendues au marché noir. Il paraitrait même que l'armée a profité des événements pour renouveler son stock de tentes, destinées aux victimes du séisme.

Dès lors, il est légitime de s'interroger sur la destination et l'usage qui sera fait des 18 millions de dollars que l'Etat algérien a reçus pour venir en aide aux populations touchées. Il est fort probable que la bourgeoisie, comme elle en a l'habitude, empochera sans scrupules cet argent.

- La production d'abord...

Si la bourgeoisie n'a pas fait diligence pour résoudre les problèmes des sinistrés, si elle ne s'est pas gênée pour cyniquement détourner l'aide qui leur était destinée, elle a par contre fait preuve de plus de célérité pour faire redémarrer les unités industrielles de la région, et surtout la cimenterie dont le four a été légèrement endommagé.

Les activités agricoles ont repris, triomphait El Moudjahid. Pour le reste, les flics, militaires et autres chiens de garde sont là pour faire règner l'ordre et réprimer toute velléité de révolte de ceux qui auraient pu ne pas se résigner au froid , à la faim et aux épidémies. A El Asnam même, les camps de toiles des militaires et des flics cantonnés aux abords de la ville tranchaient d'une manière choquante avec le dénuement total de la majorité de la population. En privilégiant de manière éhontée le ravitaillement et l'entretien de ses hommes de main, la bourgeoisie a montré une fois encore son vrai visage et le peu de cas qu'elle faisait du sort des exploités. La seule chose qui l'intéresse, c'est qu'ils triment et qu'ils courbent l'échine.

- La bourgeoisie responsable de la situation.

Nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer dans un article précédent de T.I.L., un certain nombre de négligences criminelles de la bourgeoisie dans la catastrophe qui a accablé les masses laborieuses. Rien n'avait été fait pour prévoir le séisme, alors qu'El Asnam et sa région ont déjà été ravagées il n'y a pas très longtemps par un tremblement de terre. Rien n'avait été sérieusement prévu pour l'utilisation des techniques de construction adaptées à une région qui est répertoriée depuis longtemps comme une zone dangereuse. Evidemment, notre bourgeoisie impute la catastrophe et la responsabilité au colonialisme français, qui après le séisme de 1954 a bâclé la reconstruction de la ville.

Effectivement, la responsabilité des autorités coloniales ne peut être niée, mais il faut aussi savoir qu'à l'indépendance en 1962, la population d'El Asnam n'était que de 20 000 personnes, alors qu'elle en contient aujourd'hui plus de 100 000. Cela signifie que plus de la moitié de la ville a été construite après l'indépendance, avec tout ce que cela implique : la responsabilité de l'impérialisme français , mais aussi de la bourgeoisie algérienne.

La négligence criminelle de notre bourgeoisie peut être révélée à un autre niveau par l'absence de tout plan de secours établi à l'avance pour

.../...

venir en aide aux populations sinistrées. En un mot, rien n'avait été fait avant le séisme (et cela rappelons-le dans une région connue comme dangereuse) pour en limiter les conséquences et les dégâts.

De plus, après le séisme, les populations sinistrées restent pour une grande partie d'entre elles complètement livrées à elles-mêmes. La bourgeoisie algérienne s'est dépêchée d'encadrer la population avec ses hommes de main, pour prévenir d'éventuels "débordements", et elle a fait reprendre dans les plus brefs délais le travail ; quant au reste, on devra se contenter des habituels mensonges (tout va très bien ou presque) des mass média. La situation tragique dans laquelle sont aujourd'hui les masses laborieuses de la région d'El Asnam devrait convaincre les moins conscients des travailleurs de la nature réelle du régime en Algérie, et du fait qu'il n'y a rien à attendre de la bourgeoisie, surtout parce que son comportement cynique en cette occasion est tout à fait conforme à sa nature. Il est même logique dans cette société basée sur l'exploitation, l'oppression et le mensonge, car c'est bien cela le lot quotidien des travailleurs.

En outre, il est évident que la situation plus que précaire des masses laborieuses à El Asnam risque malheureusement de se prolonger. Si aujourd'hui le minimum n'a pas été fait, il est fort possible que la mise en place des logements préfabriqués - prévue comme étant la seconde phase de la prétendue opération de secours organisée par le gouvernement Chadli - pour remplacer les logements détruits, ne soit pas pour demain. La presse officielle ne laisse d'ailleurs aucun doute là-dessus : "ce n'est pas au nom de l'urgence qu'il faut faire n'importe quoi", peut-on lire dans un article d'Algérie-Actualité n° 790, consacré à la région d'El Asnam, même si elle reconnait par ailleurs que les "premières rigueurs de l'hiver montrent toute la dérision des abris en toile" (cf. id.) !

Il est plus que jamais nécessaire que les travailleurs sachent que les catastrophes naturelles, l'exploitation, la misère, l'oppression et la répression ne sont pas une fatalité. Nous devons y faire face. En nous organisant sur des bases de classe de manière autonome, nous devons nous préparer dans les combats pour la défense de nos intérêts immédiats, et forger les armes qui nous permettront de prendre d'assaut la place forte de cette société, l'Etat bourgeois, afin de le remplacer par l'Etat des opprimés, la dictature du prolétariat, pour la destruction des classes !

TUNISIE

Un semblant d'« ouverture » ...
pour mieux tromper les travailleurs

La bourgeoisie tente d'élargir son assise

Depuis quelques mois, le parti destourien et la bourgeoisie tunisienne ont voulu jouer la carte d'un semblant de "libéralisation" du régime : cette ouverture avait deux axes.
Tout d'abord elle représentait un pas fait en direction de l'opposition démocrate bourgeoise, avec la légalisation de certains journaux, le retour des exilés, la reconnaissance de certains partis politiques.
Ensuite vers les classes laborieuses, avec l'amnistie d'un certain nombre de prisonniers politiques (dont les militants maoistes de El Amel Tounsi), et surtout un effort pour "normaliser" la centrale syndicale de l'UGTT.

Ainsi, la bourgeoisie tunisienne a fait des appels du pied à des partis tels que le MUP (Mouvement de l'Unité Populaire de Ben Salah, ex-ministre de l'économie), parti populiste, le MDS (Mouvement des Démocrates Sociaux) dont le dirigeant Mestiri, ex-ministre de la défense s'est vu autorisé à faire paraitre deux journaux, et les Frères Musulmans qui ont pu récemment tenir une réunion publique.

Hormis les Frères Musulmans dont on connait la nature réactionnaire et qui n'hésitent pas à se charger des basses oeuvres de l'Etat capitaliste (coups de main contre les grévistes, contre la jeunesse révoltée, contre les femmes, etc.), les deux partis cités représentent certaines couches de la bourgeoisie "libérale", qui n'ont pas de programme fondamentalement différent de celui du gouvernement bourguibien, mais jouent la carte d'une relative démocratisation du régime dont ils seraient bien sûr les principaux bénéficiaires et d'une politique moins ouvertement et violemment anti- ouvrière.

Cette opération de la part de l'Etat tusisien, faite sans doute entre autre sous la pression des impérialismes américains et français, lui permet de consolider à peu de frais la domination de la classe qu'il représente, et d'étendre le consensus en direction des divers variantes de bourgeois libéraux qui ne le menacent pas dans ses intérêts de classe...

Ensuite, la "normalisation" de l'UGTT est une des tâches entreprises par le gouvernement capitaliste, pour tenter de désamorcer la colère des travailleurs, et les mouvements de grève qui se sont multipliés ces derniers temps (l'émeute de Gafsa et l'agitation ouvrière constante depuis 1978) : depuis leur libération, les anciens dirigeants du syndicat (ceux d'avant la répression du 26 janvier 1978) se sont réunis à plusieurs reprises avec les dirigeants actuels.

Dernièrement a été mise en place une Commission Syndicale Nationale : l'ex-direction (qui a pu faire figure de martyr aux yeux d'un grand nombre de travailleurs), et la direction fantoche mise en place en 1978 par Bour-

.../...

guiba, ont formé une "direction unique" en vue de préparer le Congrés extraordinaire qui doit se tenir dans les mois à venir.

Nul doute que le gouvernement tunisien tente par là de redorrer le blason d'un syndicat qui était trop ouvertement discrédité auprès des travailleurs depuis deux ans.

Cette manoeuvre assez grossière vise à faire croire dans les chantiers et les usines qu'il sortira de ce Congrès un syndicat "démocratique" et représentatif.

En fait, l'Etat capitaliste tunisien essaie de consolider et d'assoir au sein de la classe ouvrière un syndicat qui soit enfin une réelle force d'encadrement des travailleurs, susceptible d'enrayer les explosions de colère que connaissent ces derniers temps de nombreux secteurs de l'économie.

Habib Achour, ex-dirigeant de l'UGTT, [illegible] lors de la répression sanglante contre les grèves ouvrières de 1978 et les travailleurs syndiqués -H. Achour avait été arrêté et torturé -, est un des rares de l'ancienne direction de l'UGTT à garder ses distances par rapport à ces négociations officielles.

Sans doute compte t-il, en cas d'échec avéré, servir de dernier recours pour la direction de l'UGTT ; sans doute a-t-il peur, en se salissant les mains dés aujourd'hui et en collaborant avec les bureaucrates syndicaux assermentés et fidèles aux ordres, de perdre son capital de popularité auprés des travailleurs.

Mais le passé d'H. Achour comme bureaucrate syndical lors duquel il a contribué à briser de nombreuses grèves (par ex. celle des mineurs,etc.), tout le monde s'en souvient ; on se souvient également de sa capitulation en janvier 1978 où il s'était désolidarisé des grévistes aux moments les plus forts de la répression.

Ouverture ou pas, pour les travailleurs, la répression est la même !

A l'ouverture pour les bourgeois répond, comme on peut s'y attendre, la répression accrue des grèves ouvrières tunisiennes. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si cette mascarade "démocratique" de la part du régime bourguibien intervient dans un contexte de remontée de la contestation. Pourtant, il y a fort à parier que les travailleurs ne se laisseront pas endormir par ces "miettes" qui, de toute façon, leur passent sous le nez.

Depuis plusieurs mois, les grèves se multiplient, ainsi que les descentes des B.O.P., les arrestations d'ouvriers combatifs,etc. A la STIA, les flics ont dynamité les murs après que les ouvriers aient soudé les portes de l'usine qu'ils occupaient ; résultat : 300 ouvriers arrêtés à cette occasion. A la STEG, le 22 juillet, les B.O.P. sont intervenu pour briser la grève et ont opéré des arrestations. 8 travailleurs grévistes de la société de l'électricité et du gaz ont été arrêtés et condamnés à 50 dinars d'amende (500 FrF). Les travailleurs des transports de Sfax se sont également mis en grève.

Aussi, si les travailleurs tunisiens arrivent à démonter la manoeuvre gouvernementale concernant l'UGTT, et à voir qu'ils n'ont rien à attendre du syndicat pour défendre leurs intérêts immédiats, mais qu'ils ont plutôt intérêt à compter sur eux-mêmes et à s'organiser contre la bourgeoisie ré-

.../...

pressive, il y a fort à parier que l'Etat capitaliste tunisien aura beaucoup à faire pour désamorcer le mécontentement populaire !

A l'"ouverture" doit répondre le renforcement de l'unité des travailleurs!

Les réponses à cette situation faite par les différents partis d'"opposition", -du MDS de Mestiri au PCT- ont de quoi combler d'aise Bourguiba.

Mestiri affirme voir d'un bon oeil la création de la Commission Nationale Syndicale, qui pourrait "remédier à l'actuelle inefficacité de l'UGTT pour l'amélioration du climat social dans le pays". Les staliniens du Parti Communiste Tunisien "donnent de l'importance à chaque pas positif, et soutiennent toute initiative allant dans le sens de l'intérêt national, fut-elle limitée".

Bref, tous les partis nationalistes bourgeois révèlent à cette occasion leur vraie nature en cautionnant la démagogie du gouvernement, qui endossse aujourd'hui à peu de frais son habit de démocrate, pour mieux faire donner les mitraillettes demain contres les ouvriers !

Les trotskystes de "Révolution Socialiste Arabe" (RSA d'octobre 1980), quant à eux, ne dénoncent pas les manoeuvres de la bourgeoisie tunisienne pour enterrer les luttes de classe, ni n'expliquent la fonction anti-ouvrière et répressive du syndicat gouvernemental, mais font campagne... pour un "Congrès extraordinaire et démocratique de l'UGTT" apportant ainsi leur caution de gauche aux bureaucrates syndicaux.

Comme si l'expérience des travailleurs tunisiens n'avait pas suffisemment montré que les bureaucrates syndicaux de l'UGTT, qu'ils soient de l'ancienne ou de la nouvelle direction, étaient tous plus ou moins corrompus, qu'ils avaient tous plus ou moins un pied dans la hiérarchie des entreprises (quand ils ne géraient pas carrément un des secteurs de l'entreprise), qu'en cas de grève, ils servaient de frein au mouvement ouvrier et tentaient de l'enmener sur une voie de garage. (voir TIL de janvier et février 1978).

Les travailleurs doivent au contraire se démarquer radicalement de l'UGTT vendue au gouvernement et à la bourgeoisie, et tenter de s'organiser de façon autonome !

A l'ouverture-bidon menée par la bourgeoisie, doit correspondre un renforcement de l'unité des ouvriers, des jeunes et des chômeurs contre l'Etat bourgeois et ses flics !

INTERNATIONAL

ITALIE

Les Brigades Rouge contre les tortionnaires des prisons.

La police italienne, depuis plusieurs mois, est sur les dents. Elle avait affirmé que les Brigades Rouge étaient démantelées, à la suite des déclarations - arrachées sous la torture - de certains membres arrêtés qui avaient parlé.

Il est vrai que la section romaine des Brigades a été particulièrement décimée, et la presse affirme que 80 % de leurs troupes sont aujourd'hui en prison. Mais ceux qui restent sont encore actifs et bénéficient sans doute d'une petite implantation, notamment parmi la jeunesse étudiante et certaines couches du prolétariat.

L'enlèvement du juge d'Urso et l'exécution du général Cavaglia, chargé de la campagne "anti-terroriste" et second du général Della Chiesa, viennent de le confirmer récemment. Ce kidnapping avait pour but d'obliger les medias : presse, télévision, radio, à parler publiquement des conditions de détention faites aux prisonniers politiques en Italie. Ainsi, on a appris que près de 3000 prisonniers d'extrême-gauche croupissent dans les prisons, la plupart n'appartenant d'ailleurs ni aux Brigades Rouge ni à Prima Linea (organisations qui pratiquent le terrorisme), mais avaient été arrêtés sur simple présomption. Que les matons et les carabiniers (flics italiens) utilisent fréquemment la torture, qu'à la prison de Novarra, ils ont organisé des simulacres d'exécutions sur des prisonniers, qu'en Sardaigne, à la prison de Nuoro, après s'être révoltés, les prisonniers ont du rester debout deux jours, enchainés, et arrosés sans cesse d'eau glacée, que la mise en QHS (quartiers où les détenus sont soumis à la privation sensorielle : cellules isolées, lampe allumée en permanence, aucun contact avec personne,...) est fréquente, etc.

A cet égard, la presse italienne a du se soumettre aux exigences des Brigades, et révéler ces méthodes au grand jour. Cela signe un relatif succès des Brigades.

Nous n'en pensons pas moins que leurs méthodes sont inefficaces pour venir à bout de la domination de la bourgeoisie. les Brigades Rouges livrent en effet à l'Etat bourgeois une guerre d'individus contre individus, d'appareil militaire contre appareil militaire - et à ce compte-là, les BR ne pourront jamais rivaliser avec les centaines de milliers de spécialistes de la répression (services spéciaux, milices parallèles, barbouzes, armée, flics, etc.) qu'entretient la bourgeoisie pour défendre son pouvoir. Quels que soient la résolution des BR, leur courage, leur ruse et les complicités dont ils peuvent bénéficier, leur combat est perdu d'avance.

.../...

Pour la simple raison qu'il ne s'appuie pas sur la mobilisation consciente des travailleurs et de tous les exploités, ni sur leur organisation. La politique des terroristes italiens n'a rien à voir avec le marxisme révolutionnaire, qui se bat pour que la majorité des classes exploitées prennent conscience de leur oppression et mettent toutes leurs forces en commun pour construire une nouvelle société, sans classes. Et si évidemment l'usage de la violence sera nécessaire pour venir à bout des exploiteurs, il ne peut être conçu principalement qu'en liaison avec le développement de la lutte de classe.

Ceci dit, quelles que soient les critiques que l'on peut faire aux BR, nous sommes étroitement solidaires de ces jeunes et de ces travailleurs, révoltés par une société en pleine décomposition, corrompue et cynique, qui subissent de plein fouet la répression de la bourgeoisie italienne.

Nous ne renvoyons pas dos à dos l'Etat bourgeois et les terroristes et dénonçons l'"union sacrée" de tous les partis politiques bourgeois, de la droite aux partis de "gauche", contre ces groupes dont l'action manifeste avant tout le désespoir et l'absence de perspectives pour combattre la société capitaliste !

-=-=-=-

FRANCE

VITRY

Le racisme du PCF : un accident ? Non !

Le 24 décembre dernier, un commando de militants du PCF, employés communaux, et accompagnés du maire de Vitry, faisait une descente au bulldozer sur le foyer de Vitry où venaient d'être relogés 300 travailleurs immigrés maliens.

Ils saccageaient systématiquement les conduits de chauffage, l'électricité et le gaz, et détruisaient même l'escalier !

Ces 300 travailleurs maliens venaient de partir quelques jours plus tôt de la municipalité de droite de St Maur, où ils logeaient dans un foyer ADEF - si on peut appeler ça un foyer - fait de baraquements en préfabriqué entre deux murs d'une cour de 4 à 5 mètres de large tout au plus.

Pour quelle raison l'ADEF faisait-elle emmener ces travailleurs dans une municipalité de gauche ? Réellement à cause de l'insalubrité de leur ancien foyer ? Ou bien pour"débarrasser"la municipalité de St Maur et "embarrasser" la municipalité PCF de Vitry ?

Bref, à St Maur comme à Vitry, ces travailleurs ont été jugés indésirables. Venant de la municipalité de droite, on pouvait s'y attendre, les maires s'alignant en général sur la politique raciste du gouvernement qui n'a aucun scrupule à renvoyer les immigrés qu'il juge de trop. Venant de la municipalité de gauche de Vitry, la violence de l'attaque contre les ouvriers immigrés a pu paraitre inattendue pour certains : ils ont pu s'étonner que le PCF et ses militants, qui se réclament au moins formellement de la classe ouvrière, emploient à l'occasion des méthodes de flics et de promotteurs immobiliers, chères par exemple à la Sonacotra...

Pourtant, comme nous allons le voir, cette descente raciste à Vitry n'avait rien de contradictoire avec la politique ségrégationniste, chauvine et nationaliste menée par le PCF depuis des dizaines d'années.

Pour le PCF, le racisme paie... dans les urnes !

Car ce qui aurait pu être étouffé et présenté comme une bavure de militants échauffés, a au contraire été cautionné par G. Marchais et la presse du Parti Communiste. Le PCF a quelques jours après organisé une manifestation à Vitry, pour le départ des travailleurs maliens, avec des slogans du genre: "pour un Vitry propre" !, "répartition des immigrés dans toutes les communes, de droite comme de gauche" ! Par ailleurs les différends entre les munipalités "communistes" et les travailleurs immigrés se sont multipliés ces derniers temps : à Bagnolet où des immigrés ont été expulsés de leurs hôtels -pour insalubrité- (voir article) et mis sur le pavé, à charge pour eux d'aller s'adresser à des foyers ... où les loyers sont deux fois plus chers.

Nanterre, municipalité "communiste", où les HLM font maintenant une discrimination systématique, pour l'octroi de nouveaux appartements, entre les

travailleurs français "blancs" et ceux qui viennent des Antilles et des territoires français d'Outre-Mer : sont incriminés "les détériorations fréquentes des appartements, les hébergements provoquant un surpeuplement important , leur façon de vivre : rassemblements fréquents et tardifs, bruits de voix, musique forte,..." !

Nous voilà revenus aux meilleurs temps coloniaux... Et le PCF cynique se défend bien d'être raciste : leur politique, d'après lui, ne vise qu'à empêcher les ghettos de travailleurs immigrés dans les municipalités qu'il gère, et à obliger les municipalités de droite à mieux répartir les immigrés.

Mais qu'est-ce qui empêche le PCF d'offrir des logements décents aux travailleurs immigrés dans ses municipalités, de façon à mettre fin aux ghettos et aux bidonvilles ?

Et par ailleurs, les travailleurs immigrés n'ont-ils pas le droit, comme les autres travailleurs, de se loger dans les villes qui leur plaisent, près de leur travail,etc. ? Sont-ils du bétail qu'il faut "répartir" arbitrairement ? Alors, à quand une"juste répartition des travailleurs français" entre les communes, dont le PCF aurait la glorieuse initiative ? ...

Les travailleurs immigrés appartiennent aux couches les plus pauvres de la classe ouvrière, à celles qui sont les plus susceptibles d'avoir recours aux diverses formes d'assistance sociale dans les municipalités. Avec la crise, les budgets "sociaux" des municipalités diminuent (austérité oblige); alors le PCF bon gestionnaire capitaliste privilégie son électorat - les immigrés ne votant pas - en matière de logement et d'avantages sociaux.

En s'appuyant sur les sentiments les plus bas et les plus dégradants de certains travailleurs français, il peut espérer accroître sa popularité et gagner des voix.

Mais cela ne doit pas nous cacher que cette politique du PCF vis-à-vis de l'immigration n'est pas récente, et que, dernièrement, il n'a fait, en toute logique, que passer de la parole aux actes.

La division des travailleurs érigée en politique par le PCF

Même si cette montée du racisme de la part du PCF peut conjoncturellement s'expliquer par des causes électoralistes, ce ne sont pourtant pas pour des causes contingentes que ce parti soi-disant"ouvrier" défend depuis des dizaines d'années une politique chauvine et nationaliste.

Ce n'est pas pour des raisons conjoncturelles que le PCF, pendant la guerre, a fusillé lui-même des militants qui défendaient encore l'internationalisme, ni par accident que le PCF a été complice des massacres de Sétif le 8 mai 1945, a voté les pouvoirs spéciaux au gouvernement français au début de la guerre d'Algérie ; non plus pour ces raisons qu'il sème le chauvinisme dans la classe ouvrière française avec des slogans du genre : "Produisons français", ni qu'il s'applique lors des luttes à diviser les travailleurs suivant les catégories, les nationalités,etc.

Sa politique anti-ouvrière et anti-immigré clairement proclamée aujourd'hui n'est que dans la droite ligne de ses positions de toujours, et montrent une chose avant tout : sa nature de parti bourgeois, qui n'hésite pas à faire le coup de main contre les travailleurs qui le dérangent !

Aussi, depuis trois ans, avec l'approfondissement de la crise, l'écrase-

.../...

ment des travailleurs immigrés subissant de plein fouet la politique raciste du gouvernement, et surtout avec la relative passivité de la classe ouvrière dans son ensemble, le PCF juge qu'il a tout intérêt à faire cause commune avec l'Etat bourgeois, à cautionner les expulsions massives, les arrestations les contrôles, les licenciement discriminatoires.

Le PCF apporte même sa note personnelle en institutionnalisant dans ses municipalités les sélections selon la couleur de la peau au sein des HLM, et les attaques au bulldozer contre les immigrés indésirables !

Pour se débarrasser d'une fraction de la classe ouvrière particulièrement révoltée par sa situation, et surtout sur laquelle le PCF, la CGT ni la CFDT n'ont pas beaucoup de prise (quand ils ne sont pas carrément discrédités aux yeux de ces travailleurs), tous les moyens sont bons pour le PCF !

La droite et le PS : une "indignation" hypocrite

L'affaire de Vitry a incontestablement été exploitée par les partis de droite, ainsi que par le PS et la CFDT, qui poussent des cris vertueusement indignés contre le racisme du PCF et ses méthodes, et qui tentent de le discréditer.

De la part de partis totalement alignés sur la politique du gouvernement qui multiplie les mesures discriminatoires depuis quelques mois et qui a pour politique d'expulser d'ici peu plusieurs dizaines de milliers de travailleurs immigrés, on pourrait en rire ... si les travailleurs n'en faisaient pas les frais, tous les jours,dans les usines, les chantiers,etc.

Quant au PS, les méthodes de flic de Gaston Deferre à Marseille n'ont rien à envier au Maire de Vitry, et la CFDT, que nous sachions, est toujours pour le contrôle de l'immigration et contre la libre circulation des travailleurs immigrés ...

Tous ces partis et syndicats bourgeois défendent bien la théorie raciste du "seuil de tolérance" ! Le PS, par la voix de G. Bonnemaison, président du groupe socialiste au Conseil Régional de l'Ile-de-France, déclarait en novembre : " la concentration des immigrés entraine inévitablement des problèmes d'insertion au-delà d'un certain seuil"...

La seule façon de faire pièce à la politique anti-immigrés menée par le gouvernement français, et reprise par les différents partis bourgeois, chacun à sa manière, c'est de renforcer l'unité de la classe ouvrière en France, et d'être particulièrement solidaires des couches les plus vulnérables et les plus défavorisées, qu'elles comptent des Africains, des Maghrébins, des Antillais, ainsi que des chômeurs, etc.

A BAS LA DIVISION DE LA CLASSE OUVRIERE !

BAGNOLET

Ici aussi, les travailleurs victimes du racisme de la municipalité

Le mercredi 30 décembre au soir, des agents municipaux expulsaient une soixantaine de travailleurs immigrés de trois hôtels de Bagnolet (municipalité communiste).

La municipalité a fermé ces hôtels pour "insalubrité" : la commission d'hygiène et de sécurité, après visite des hôtels, avait constaté que les travaux nécessaires (aménagement du chauffage central, du système d'eau chaude, installations de l'électricité, etc .) n'avaient toujours pas été faits à la date fixée.

Les occupants ont été mis au courant de la situation par une lettre de la municipalité, lettre qui leur donnait un délai de deux semaines pour quitter les lieux...

"Ils (le maire et les autorités) veulent se débarrasser de nous,... c'est tout" : voilà comment les travailleurs expulsés expliquent l'attitude de la municipalité envers eux. Pour celle-ci, elle se sent dégagée de toute responsabilité,... car ce sont les propriétaires qui n'ont pas fait les travaux. Il faut d'ailleurs remarquer la diligence remarquable de la commission d'hygiène, qui n'a d'égale, semble-t-il, que la lenteur avec laquelle les propriétaires ont fait trainer les choses pour ne pas avoir à entreprendre les travaux !

Bref, la municipalité de Bagnolet a prétendu avoir réservé des chambres dans des foyers Sonacotra à Villemonble et à Bagnolet pour ces travailleurs. Or, après vérification, il semble qu'il n'en soit rien. Le directeur de la Sonacotra a affirmé n'avoir reçu aucune demande de ce genre. En fait, la municipalité PC de Bagnolet a tout bonnement jeté les travailleurs sur le pavé. Et même s'il reste des places dans les foyers Sonacotra, les loyers sont deux fois plus chers que ceux des anciens hôtels (400 Fr contre moins de 200 Fr) . Et les travailleurs immigrés mis à la rue ne sont pas chauds pour retourner dans un foyer : "on est tous passés par là, au foyer on est sous surveillance, on n'est pas chez soi", disent-ils. Certains résidents ont trouvé à se loger chez des amis, ou dans d'autres hôtels ; ceux qui restent refusent de changer de municipalité et d'avoir à payer plus cher ; parmi eux, il y a des chômeurs et des travailleurs payés au SMIG. Ils ont obtenu un délai pour quitter les hôtels : ce sera le 13 janvier.

L'expulsion, (malgré son interdiction légale pendant l'hiver) de travailleurs immigrés à Bagnolet s'insère dans la politique raciste et chauvine du PCF qui vise à plonger dans l'insécurité, à isoler une partie de la classe ouvrière, celle qui est la plus défavorisée. Par ce biais, c'est toute la classe ouvrière qu'il affaiblit !

-=-

QUI SOMMES-NOUS ?

Ce bulletin ronéoté est la publication de l'Organisation Communiste Révolutionnaire Internationaliste d'Algérie. Il se veut un trait d'union entre la réalité que vivent les travailleurs dans l'immigration et celle de leurs pays d'origine.

Il se veut aussi un moyen de contact avec les camarades qui se fixent les mêmes objectifs que nous.

- Notre but est la destruction de l'Etat bourgeois, l'instauration de la dictature du prolétariat, et l'abolition de l'esclavage salarié. La dictature de la classe ouvrière, à la tête des paysans pauvres et des travailleurs agricoles, doit être l'instrument du renversement systèmatique de la classe exploiteuse. Elle n'a rien de commun ni avec le capitalisme d'Etat - solution de survie pour le capital -, ni avec cette fausse démocratie bourgeoise - forme hypocrite de la domination des capitalistes - avec son égalité formelle.

Mais les conseils ouvriers, manifestations directes de la démocratie prolétarienne, sont l'image concrète du pouvoir des travailleurs.

- L'organisation des révolutionnaires doit jouer un rôle moteur dans la généralisation des luttes contre le Capital, et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière .

- Les travailleurs n'ont pas de patrie. Les frontières sont le cadre de leur exploitation. La société communiste nepeut se construire dans un seul pays. l'émancipation des travailleurs exige l'unité internationale des prolétaires, et la conscience de leurs intérêts de classe, par delà les limites nationales. Il n'y a pas actuellement de pays socialiste au monde.

- Il est nécessaire, pour nous démarquer de certains courants maoistes, staliniens, et réformistes de toute teinte, de souligner que la révolution communiste ne pourra se réaliser que sous la direction du prolétariat, et qu'une lutte de libération nationale ne saurait remplacer une révolution prolétarienne, cette dernière réalisant seule les intérêts de classe du prolétariat.

" QUE LES CLASSES DOMINANTES TREMBLENT
DEVANT UNE REVOLUTION COMMUNISTE.
LES PROLETAIRES N'ONT RIEN A PERDRE
QUE LEURS CHAINES
ILS ONT UN MONDE A GAGNER".

(Le Manifeste Communiste)